

**Présidentielle
Gabon 2016**

Le rôle trouble de la Côte d'Ivoire p4

Résultats de l'élection

Un seul juge et une seule loi pour
valider ou non p5

Jour J + 7

L'heure est à la réunification p6

Crise post-électorale

Le Gabon ne mérite pas d'être
sacrifié p7

Filière piscicole

Une activité prometteuse p8



Ali Bongo Ondimba

« Unissons-nous
pour le progrès
et la démocratie »

Jean Ping

**L'arroseur
arrosé p.3**



Ali Bongo Ondimba

« Unissons-nous
pour le progrès et
la démocratie »



Publié le 02 septembre 2016
www.ledefigabon.com

Dans son intervention d'hier, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a appelé les Gabonais à s'unir pour au profit de la démocratie et le progrès. « Les deux sont liés, car le progrès est un projet collectif, qui est l'affaire de tous, et demande la participation de tous », a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat qui a ajouté qu'il a ce projet au cœur, raison pour laquelle il a scrupuleusement respecté le code électoral jusqu'au bout et à n'est intervenu à aucun moment sur son cours, ni à chercher à influencer ceux qui étaient en charge de mener à bien ce processus électoral qu'il a voulu ouvert et transparent.

« La démocratie c'est difficile. Beaucoup s'y attellent depuis des centaines d'an-

nées et y travaillent encore. La démocratie est exigeante. La démocratie s'accommode mal des attitudes d'hier. La démocratie s'accorde mal des succès auto-proclamés, des groupuscules formés à la destruction », a-t-il également souligné.

Et visiblement, Ali Bongo Ondimba a été très affecté par la prise d'assaut du parlement et de la télévision nationale par ce « groupuscule dont le seul projet était de prendre le pouvoir pour se servir du Gabon et non servir le Gabon ». La démocratie c'est difficile. Mais la démocratie vaut la peine de lui consacrer sa vie et j'ai décidé de lui consacrer la mienne.

Concernant le scrutin présidentiel qui a rendu son verdict, le président a déclaré que ce sont les 1,8 million de Gabonais qui ont gagné. « Mon projet c'est la démocratie pour le Gabon, pour que nous puissions, amplifier le progrès pour tous et pour cha-

cun » a-t-il poursuivi avant d'exprimer sa grande tristesse devant le décès de certains de nos concitoyens.

Ali Bongo Ondimba a par ailleurs tenu à remercier les forces de l'ordre qui « font un travail tellement difficile, en faisant tout pour éviter le pire, respecter l'intégrité de ceux qui leur font face et qui n'ont pas les mêmes préventions ». Le président qui a signifié que la démocratie tient également grâce à eux.

Il a, enfin, conclu son intervention en soutenant que dans toutes les villes, dans tous les villages, le progrès doit et va se remettre en route. « Nous devons tous y consacrer notre énergie, nous unir autour de sa recherche, c'est là le seul projet qui vaille. Ne perdons pas de temps, toutes les décisions pour garantir la sécurité dans le pays sont et seront prises parce que c'est du futur du Gabon dont il s'agit, et nous allons l'écrire ensemble ».

Jean Ping

L'arroseur arrosé



Publié le 01 septembre 2016
www.ledefigabon.com

Jean Ping, ancien président de la commission de l'Union africaine, se trouve actuellement dans la situation de l'arroseur arrosé. Après avoir condamné à nombreuses reprises les « coups de force électoraux » et autres opérations d'auto-proclamation, c'est lui qui est aujourd'hui de l'autre côté de... l'écran.

Rappelons qu'avant la proclamation des résultats de la présidentielle gabonaise par la Cenap et le ministère de l'Intérieur, Jean Ping s'est déclaré vainqueur du scru-

tin, violant dans la foulée la loi électorale du pays et les règles qu'il avait par le passé imposées à des prétendants africains à la magistrature suprême.

Pour mémoire, l'homme a été le premier à adouber Ouattara et à soutenir à fond tous les actes pouvant déstabiliser le président Laurent Gbagbo. En janvier 2011, l'ancien apparatchik soutenait même que « le recomptage des voix serait une grande injustice contre Alassane Ouattara qui a gagné les élections en Côte d'Ivoire ».

Maisil a ensuite retourné sa veste pour nier honteusement son implication dans le cruel

dénouement qui a sanctionné la longue crise postélectorale en Côte d'Ivoire. Il est même allé jusqu'à accuser le secrétaire général de l'ONU, « instrumentalisé par la France », d'être le premier responsable de ce désastre politico-diplomatique.

Dans la crise libyenne, après avoir manœuvré sordidement pour mettre Kadhafi dans une situation impossible, Jean Ping va par la suite accuser l'OTAN d'avoir assassiné le « Guide » en argumentant qu'il avait milité pour une « solution négociée ».

Aujourd'hui, Jean Ping réclame un recomptage des voix bureau de vote par bureau de vote. Mais le plus inacceptable c'est qu'il envoie des jeunes dans la rue pour provoquer le chaos et pour en faire des martyrs. Son but étant d'exploiter les pertes en vie humaine pour manipuler la communauté internationale.

Jean Ping l'arroseur arrosé ? Assurément. La situation aurait pu prêter à rire si l'heure n'était pas aussi grave. Le Gabon est en train de courir à sa perte à cause de Jean Ping et de ses complices d'ici et d'ailleurs qui veulent que les Gabonais s'entretuent.

Il est grand temps que la communauté internationale, la vraie, réagisse pour mettre fin au projet de cet homme qui pense que tout est permis pour accéder au pouvoir.

Présidentielle Gabon 2016

Le rôle trouble de la Côte d'Ivoire

Publié le 31 août 2016
www.ledefigabon.com

L'ingérence de puissances étrangères et de certains pays africains dans le processus électoral gabonais a été révélée par Alain-Claude Billie By Nzé, le ministre de la Communication et porte-parole du candidat.

Les preuves d'ingérence vont certainement pleuvoir dans les prochains jours mais, déjà, le rôle de la Côte d'Ivoire dans cette histoire mérite une attention particulière. A savoir que le conseiller du président ivoirien, Alassane Ouattara, Mamadi Diané, a été accusé de complicité avec Jean Ping.

Cet homme d'affaires d'origine guinéenne est impliqué dans des transactions commerciales louches. Il est connu aussi comme étant un grand ami de Marion Barry, l'ex-maire de Washington qui a été emprisonné pour consommation de drogues et pour suspicion d'assassinat d'une jeune femme trouvée en sa compagnie dans un hôtel.

On sait par ailleurs qu'il a participé à plusieurs tentatives de coup d'Etat au Ghana qui était alors dans le viseur des Américains à cause de Kwamé N'Kruma. Sans oublier qu'il avait « réussi » à faire nommer l'ambassadeur de son choix à Abidjan pour exécuter le plan de déstabilisation concocté contre Laurent Gbagbo au profit de Ouattara.

Faux procès-verbaux, corruption de la Cenap...

Au Gabon, Mamadi Diané a d'abord mis au service du camp Ping des pirates informatiques ivoiriens pour fabriquer et propager des faux procès-verbaux sur la toile. Il leur a également demandé de pirater des données gouvernementales.

Selon Jeune Afrique, un certain Yeo Siwifowa est en effet entré dans le pays avec son équipe

peu avant le démarrage de la campagne électorale. Connu des services de renseignement ivoiriens, Sifiwoha est un surdoué d'informatique issu de l'école Pigier, à Abidjan. Son acolyte Coulibaly Zié Abou s'est chargé des hébergements de l'équipe.

Rappelons au passage que le ministère de la Défense gabonaise a pour sa part communiqué que des cybercriminels ivoiriens, dirigés par Yeo Sihifowa, sont à l'origine de « Regab » un système dédié à collecter et diffuser des faux résultats des élections.

Preuve accablante

Mais le plus ahurissant, c'est que Mamadi Diané est aussi au cœur du complot visant à provoquer la démission des membres de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap). La preuve est accablante car une conversation téléphonique qu'a eue ce proche d'ADO avec Ping a été enregistrée. Un ministre ivoirien a aussi confirmé les faits.

Cette affaire qui risque d'impacter gravement les relations entre le Gabon et la Côte d'Ivoire, pays d'origine de la femme de Jean Ping, éclate à la veille de la proclamation des résultats du scrutin présidentiel.

Certes, Mamadi Diané a été limogé par la présidence de la République ivoirienne mais est-ce que ce sera assez pour désamorcer la bombe ?

Surtout que les bruits courent depuis des mois que la Côte d'Ivoire servirait en fait de principal exécuteur dans le cadre d'un plan français de déstabilisation du Gabon. Un plan concocté sous la houlette du tristement célèbre Robert Bourgi.



Résultats de l'élection

Un seul juge et une seule loi pour valider ou non

Publié le 03 septembre 2016
www.ledefigabon.com

Les pressions diplomatiques redoublent d'intensité, confortant le camp des vaincus qui conteste avec violence le résultat de la présidentielle gabonaise du 27 août 2016. Le double langage des chancelleries jette le trouble, invitant les opposants à contester dans le cadre de la légalité et appelant les autorités à continuer les opérations électorales dans l'illégalité.

La Cour constitutionnelle fait et fera inévitablement l'objet d'un procès d'intention. Dans la plupart des pays africains, son impartialité est toujours mise en cause et elle est souvent condamnée par les opposants et une partie de l'opinion internationale pour ne pas avoir jugé dans le sens qu'ils souhaitaient. L'histoire de l'Afrique nous a démontré qu'une Cour constitutionnelle a invalidé les résultats publiés par la Commission électorale. La suite, c'était des années de guerre civile.

Selon la loi, en leur âme et conscience, les juges électoraux doivent valider ou invalider la victoire d'Ali Bongo Ondimba. Cela implique aussi le refus de toute ingérence et pression extérieure.

La France, l'UE et les Etats-Unis peuvent recompter les voix par bureau de vote s'ils se sentent concernés. Qu'ils s'érigent comme étant les nouveaux juges des élections au Gabon. La loi électorale gabonaise dit clairement que seuls les résultats par province compte.

Et la Cour constitutionnelle ne peut se saborder en faisant autrement. L'ambassade des Etats-Unis parle de failles systémiques. Comme si les Américains n'avaient jamais un président qui est élu sans avoir eu la majorité

absolue des voix des citoyens mais qui a gagné pour avoir compté plus de grands électeurs que son adversaire.

« Pour des raisons de transparence et afin d'accroître la crédibilité du processus, nous demandons au Gouvernement de publier les résultats par bureau de vote », dit le communiqué. De quel droit et selon quelle loi. Aucun. L'ambassade le sait et veut déjà corriger à l'avenir le système électeur gabonais à la sauce américaine. De telle ingérence risque de mettre de l'huile sur le feu.





Jour J + 7

L'heure est à la réunification

6

Publié le 02 septembre 2016
www.ledefigabon.com

Sept jours après le scrutin présidentiel marqué par des violences post-électorales qui ont fait des morts, des blessés et de nombreux dégâts matériels, il est temps que le Gabon se reprenne. Les Gabonais doivent maintenant prouver à eux-mêmes et au monde entier qu'ils ont la ferme volonté de construire une société unie, juste et prospère.

Le pays a tout pour réussir et ne doit pas tomber dans le terrible piège de la division. C'est le moment pour les sages et les intellectuels de sortir de l'ombre pour apaiser les tensions et souligner l'importance capitale pour le pays de s'unir. De trouver les mots

justes pour expliquer que les Gabonais sont forts de leur unité, de leur courage, de leurs valeurs, de leur dignité.

Un constat s'impose en effet : l'épreuve qui nous a touchée doit nous faire réagir. Prenons conscience de nos forces, corrigeons nos faiblesses et engageons-nous, chacun selon ses responsabilités, et tous ensemble, pour un Gabon meilleur.

Dans son allocution d'hier, le président de la République a souligné qu'il est essentiel de s'unir au profit de la démocratie et le progrès. Car pour le chef de l'État, le progrès est un projet collectif qui est l'affaire de tous, et demande la participation de tous.

Il est donc temps que les discours, d'où qu'ils viennent,

mettent l'accent sur l'unité, la solidarité et l'importance du vivre-ensemble. Les messages qui ne tiennent pas compte de ces valeurs, dans le contexte actuel, doivent être proscrits.

Rappelons que pour les Gabonais, l'initiation est à la base de tout, fondatrice de nombreuses valeurs : l'organisation sociale et politique - c'est au cours de l'initiation que le futur rôle dans la société sera révélé au jeune initié - les systèmes de parentés, les échanges matrimoniaux, la morale collective et personnelle et plus globalement la représentation du monde.

C'est sur cette base que les sages et les intellectuels devront conscientiser les jeunes qui représentent plus de 60% de la population.

Crise post-électorale

Le Gabon ne mérite pas d'être sacrifié

Publié le 03 septembre 2016
www.ledefigabon.com

La crise post-électorale gabonaise a été prévisible mais elle ne va pas durer longtemps. La raison et le patriotisme vont finir par s'imposer. Ali Bongo Ondimba, le vainqueur, et Jean Ping, le vaincu, sont désormais face à l'histoire, subissant la pression de l'opinion et de la communauté internationale. Le premier essaie de rétablir l'ordre, lui qui avait déjà annoncé sa volonté d'ouverture. Le second veut sacrifier le pays pour établir sa propre vérité des urnes.

Le président Ali Bongo Ondimba avait loué le Gabon comme un pays de paix. Le contexte pré-électoral a laissé présager des troubles et des violences à cause des discours plus que douteux de certains

candidats. Les Gabonais ont fait preuve de sagesse puisque le scrutin s'est déroulé dans le calme et le respect de la loi. Tout a basculé depuis que le candidat Jean Ping s'est auto-proclamé « président » élu.

Des contestations violentes ont éclaté comme l'a prédit le candidat perdant. L'économie s'arrête dans les grandes villes sujettes aux violences. Les Gabonais n'osent plus sortir de chez eux, craignant les violences et les pillages. Les commerçants ferment boutique. Le pays arrête de respirer. Dans ce cas, l'intervention et la présence des forces de l'ordre sont une bouffée d'oxygène.

La vie doit continuer. Les candidats vaincus peuvent lancer un recours auprès de la Cour constitutionnelle s'ils veulent contester les résultats. Quand on a des choses à se reprocher, on se garde évi-



demment de remuer certaines choses. Si recomptage devait avoir lieu, il devrait concerner l'ensemble du pays. Le candidat Ping a aussi gagné dans d'autres provinces avec des scores exceptionnels.

En dépit de l'ingérence des pays occidentaux, la Cour constitutionnelle doit décider dans la sérénité. La loi électorale est la seule référence légale possible quel que soit le contexte politique. Si les autres candidats ne déposent aucun recours, la victoire d'Ali Bongo Ondimba est automatiquement confirmée. Une issue extraconstitutionnelle sera un grand sacrifice pour le Gabon sur le plan politique, économique et social. Le bond en avant réalisé depuis 2009 sera anéanti par une marche arrière indéfinie.





Filière piscicole

Une activité prometteuse

Publié le 15 août 2016
www.ledefigabon.com

Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a effectué dernièrement une visite à la station piscicole de la Peyrie, projet pilote initié par le ministère de la Pêche dans le cadre de l'autosuffisance alimentaire et de la lutte contre la vie chère.

En compagnie du ministre d'Etat, de la Pêche et de l'Elevage, Gabriel Tchango, le chef de l'Etat a visité les installations de la station qui comprend plusieurs bassins et étangs d'élevage, une unité de production d'aliments pour poisson ainsi qu'une écloserie. Chaque mois, entre 700 kilos et 1 tonne de poissons frais sortent des bassins de la station de la Peyrie pour être revendu aux populations locales.

La filière piscicole va connaître un développement notable. « L'idée est de permettre aux Gabonais d'avoir une consommation de produits variés mais aussi de rendre le poisson abordable pour tous. Nous allons soutenir cette activité de pisciculture en milieu urbain et voir comment l'étendre. J'ai été très content de voir que des compatriotes sur place sont

experts en matière d'élevage de poisson », a déclaré Ali Bongo Ondimba.

D'autres pôles de production en projet

Une cinquantaine d'employés locaux, formés à l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts pour l'essentiel, travaillent à élever tilapias et silures depuis janvier 2016, date à laquelle la station a de nouveau pu entrer en fonctionnement après avoir été réhabilité par le ministère de la Pêche et l'Agence nationale des pêches et de l'Aquaculture (ANPA).

Au terme de sa visite, le président de la République a indiqué que la station piscicole de la Peyrie était la station mère d'un projet de développement de la pisciculture au Gabon. Quatre autres pôles de production vont ainsi être développés afin de faire en sorte que chaque Gabonais ait accès au poisson frais partout dans le pays.

Plusieurs opportunités de se former à la pisciculture vont également être offertes au centre de formation aux métiers de la pêche et de l'aquaculture de la Peyrie, débouchant ainsi sur la création de dizaines d'emplois.

La station de Mopia, dans le Haut-Ogooué, créée il y a deux ans, sera la première à entrer en production, après avoir été mise en ordre de marche par le Ministère.